

DE LA VULNERABILITE A L'AGRESSIVITE : ESSAI D'ANALYSE DE L'INSECURITE TRANSFRONTALIERE CAMEROUN-NIGERIA A PARTIR DES REALITES DES ZONES FRONTALIERES.

BAIMA Barthélémy

Doctorant en Histoire, Université de Maroua (Cameroun).

barthelemybaima@gmail.com

Résumé

Le Cameroun connaît depuis quelques années de véritables problèmes sécuritaires dans ses zones frontalières. Longtemps laissées en marge de l'attention des pouvoirs publics, les zones frontalières se sont constituées et structurées en des réseaux d'insécurité transfrontalières qui, aujourd'hui, inquiètent au plus haut sommet de l'Etat. Désormais, on ne parle d'elles qu'en termes de terrorisme, de trafics illégaux des personnes et des biens et autres expressions qui laissent augurer un sentiment d'insécurité. Jadis spectatrices passives, objet et sujet de l'histoire nationale écrite par/des centres nationaux et régionaux, les périphéries nationales sont aujourd'hui en train d'écrire des pages noires de l'histoire du Cameroun et s'imposent en interlocuteurs incontournables dans les débats nationaux notamment celui sur l'intégration nationale. Le présent travail tente d'expliquer les différentes formes d'insécurité trans/frontalières au Cameroun à partir de la vulnérabilité des zones frontalières avec un accent sur la zone frontière nord-Cameroun avec le Nigéria. Dans les détails, ce travail montre la mauvaise politique de l'Etat du Cameroun dans la gestion de ses périphéries nationales et ses conséquences qui sont le développement des trafics transfrontaliers qui impactent négativement sur le projet de l'intégration nationale au Cameroun.

Mots clés : *zones frontalières, vulnérabilité, insécurité, Nord-Cameroun.*

Abstract

Since some times, Cameroon is facing real security problems with its border zones. A long time left without any attention paid from the state, border zones have become the siege of trans/border insecurity which now threatening the state to the highest level. We now talk of them in terms of terrorism, illegal traffic of persons and goods and other expressions which denote insecurity. A long time passive spectators, objet and subjected to the national history written by and from national and regional center, country sides are today writing black pages of the Cameroon history and are imposing themselves as active participants in the national debate, specially the one on the national integration. This write-up aims at explaining the different forms of trans/ border insecurities in Cameroon from the vulnerability of border zones with emphasis on the Cameroon North part sharing border with Nigeria. In detail, this paper shows the negative consequences of the bad policy of Cameroon in the management of its border zones on the security of the country.

Key words: *border zones, vulnerability, insecurity, north Cameroon.*

Introduction

Les périphéries nationales en Afrique de manière générale connaissent un retard de développement par rapport à d'autres régions (PNDP, 2017). Celles-ci sont moins développées par rapport aux autres régions du pays, ce qui les rend vulnérables et les expose à diverses formes de dérives. Les différents dirigeants africains se sont, à l'indépendance, plus attelés à renforcer le pouvoir central ou à consolider leur position au pouvoir. Dans cette logique, les régions périphériques soient parce qu'elles ne regorgeaient pas d'atouts économiques conséquents, soit parce qu'elles ne constituaient pas une menace pour le pouvoir central, ont suscité peu d'intérêt aussi bien politique qu'économique aux yeux des dirigeants. La réduction des inégalités sociales ou la recherche d'une certaine solidarité sociale restent souvent en marge des actions d'arbitrage de l'État dans ces régions (Lauiter et al., 1991).

Le Cameroun dont la politique de gestion des frontières est critiquée (Yemmafouo et al., 2012 ; Abdouraman Halirou, 2008) présente des zones frontalières particulièrement délaissées et vulnérables. Le manque d'attention des pouvoirs publics dans ces zones a permis à celle-ci d'évoluer coupées des centres nationaux et régionaux et presque à la marge de la légalité. Cela a favorisé la constitution des territoires infra étatiques quasi indépendants vivant des activités économiques transfrontalières.

Mais depuis quelques décennies, les zones frontalières du Cameroun se sont transformées en véritables zones d'insécurité obligeant l'Etat à y déployer l'essentiel de son arsenal militaire et une grande partie de ses forces de maintien de l'ordre et de sécurité. Le Cameroun est désormais menacé à partir de ses frontières devenues indociles, réfractaires, indisciplinées et même terrifiantes. Les zones frontalières qui, hier, étaient presque ignorées du gouvernement, sont aujourd'hui une préoccupation permanente pour ce dernier.

Dans ce contexte, comment comprendre la mutation des zones frontalières les ayant conduites des zones vulnérables à des zones agressives ? Quelles stratégies les pouvoirs publics peuvent-ils adopter pour discipliner et reconquérir les zones frontalières afin faciliter leur intégration au sein de la nation camerounaise ? Nous tentons dans ce travail d'expliquer à partir de la théorie de la marginalisation spatiale et

sociale (Bailly, 1986) l'insécurité transfrontalière à partir de la vulnérabilité des zones frontalières. Cette théorie stipule en effet que la marginalisation et l'exclusion sociale qui l'accompagne produisent des formes de violence et de criminalité au sein du sein de l'espace ou du groupe marginalisé. Dans les détails, il s'agit de voir dans un premier temps comment les zones frontalières au Cameroun sont négligées et vulnérables en y mettant un accent sur la frontière avec le Nigéria dans la partie nord du Cameroun et, dans un second temps, d'établir une relation entre cette vulnérabilité et les problèmes sécuritaires que posent les zones frontalières. Cet article est le résultat partiel des enquêtes menées depuis quelques années dans les régions frontalières entre le Cameroun et le Nigéria dans le cadre des travaux de thèses qui portent sur les échanges transfrontaliers informels entre les deux pays. C'est donc le fruit d'une observation empirique de la région, des enquêtes auprès des populations frontalières mais aussi d'une exploitation documentaire diversifiée.

1. La marginalisation des zones frontalières au Cameroun : la continuité d'une réalité coloniale

Pendant la période coloniale, les administrations coloniales n'ont pas investi partout au Cameroun de la même manière. Si de manière générale, le contraste en matière de développement pendant cette période est bien visible entre le Sud et le Nord du pays, il est clair que le même contraste peut être observé dans ces ensembles nord et sud. Contrairement à la région côtière qui a suscité un intérêt économique considérable aux yeux des colonisateurs, les périphéries nationales ont de manière générale été à la marge des investissements coloniaux (Yemmafouo et al., 2012). Était-ce à cause du faible intérêt économique qu'elles représentaient aux yeux des colonisateurs ou à cause de leur éloignement et de leur inaccessibilité, les zones frontalières terrestres au Cameroun étaient moins développées à l'indépendance comparées à la zone côtière et d'autres contrées situées à l'intérieur du territoire national.

Le gouvernement du Cameroun indépendant n'a fait que poursuivre la politique de la marginalisation des périphéries nationales commencée depuis la période coloniale. Sa priorité a davantage portée sur le développement des centres nationaux et régionaux sans véritable

intérêt pour les zones frontalières, ce qui ne fait qu'aggraver la vulnérabilité déjà visible de ces dernières. Le réveil tardif du gouvernement ne permet pas de rattraper le retard dans un contexte où les besoins ne font que se multiplier.

1.1. L'inertie du gouvernement camerounais en matière du développement des zones frontalières.

Les zones frontalières au Cameroun sont sur plusieurs plans défavorisées par rapport aux centres nationaux, régionaux et leurs localités immédiates. Non seulement ces zones n'étaient véritablement pas contrôlées jusqu'au début des années 2000 mais aussi ne bénéficient pas d'une véritable mise en valeur (Abdouraman Halirou, 2008). L'effort du gouvernement au lendemain des indépendances s'est concentré à relier les capitales régionales aux centres économique et politique. Se faisant, « le Cameroun connaît un réel problème de connexion des zones frontalières aux centres nationaux du pays (Yaoundé, Douala) que ce soit en termes de routes, de télécommunication ou de signal radio-télévisuels » (Yemmafou et al., 2012 : 395).

Selon Abdouraman Halirou (2008), le Cameroun est un Etat qui n'a pas de véritable politique des frontières. Comme dans nombreux pays africains, le souci du gouvernement camerounais au lendemain de l'indépendance a été de consolider le pouvoir central et surtout de rallier les Camerounais à la cause de l'unité nationale. En effet, le pouvoir central s'est attelé depuis l'indépendance à renforcer son autorité tout en cherchant à rallier les Camerounais à la cause de l'unité nationale. Malheureusement il a oublié que la réalisation de cette unité devrait se faire aussi et surtout avec les zones frontalières qui sont les premières victimes et les plus touchées par les tracées arbitraires des frontières coloniales. Ces zones ont été délaissées par le pouvoir central. Considérées comme des *no man's lands*, elles se sont plus autogérées qu'elles ne l'ont été (Abdouraman Halirou, 2008).

Pourtant le gouvernement est bien conscient de la vulnérabilité des zones frontalières et de l'impact qu'elle peut avoir sur l'in/sécurité de l'ensemble du territoire national. La création en 1985 de la Commission Nationale des Frontières, CNF, est une illustration parfaite de cette prise de conscience de l'Etat. Cette commission devrait en effet « [...] formuler des propositions au gouvernement sur toute

question se rapportant à la conception, à la coordination et à la mise en œuvre de la politique nationale des frontières. A ce titre, elle assure en liaison avec les départements ministériels et les services concernés toutes études, toutes actions de suivi et de sensibilisation relatives à la définition, à l'effectivité, à la stabilité et à la valorisation des frontières nationales (Abdouraman Halirou, 2008 : 79) ».

Mais l'observation sur le terrain ne montre pas une véritable volonté de la mise en valeur des zones frontalières. Si on peut saluer l'initiative de la création des marchés frontaliers avec les pays membres de la CEMAC, les régions frontalières avec le Nigéria continuent de vivre dans l'enclavement. Les régions frontalières avec les pays d'Afrique centrale connaissent un désenclavement relatif grâce aux routes créées pour desservir les marchés frontaliers. C'est le cas des routes qui desservent les marchés de Kyé-Ossi et d'Abang-Minko à la frontière avec le Gabon, le marché de Garoua Boulai à la frontière avec le République Centrafricain, Mbaiboum à la frontière avec la République Centrafricaine et le Tchad, Kousséri à la frontière avec le Tchad.

Le relatif désenclavement des zones à la frontière d'avec les autres pays de la CEMAC s'explique d'abord par le fait que tous ces pays appartiennent à un même regroupement économique. L'un des objectifs ici comme dans les autres organisations sous-régionales en Afrique est le renforcement de l'intégration économique, ce qui passe par la mise en place des infrastructures de communication, synonyme du désenclavement des zones frontalières.

La deuxième raison qui explique la relative ouverture des zones frontalière avec les pays de la CEMAC est la position qu'occupe le Cameroun au sein de la sous-région. Considéré comme le grenier de la sous-région, le Cameroun exporte une bonne partie de sa production agricole vers les pays de la CEMAC. En 2008 par exemple, les exportations des produits agricoles et horticoles vers les pays de la CEMAC étaient estimées à 155 454,60 tonnes pour une valeur totale de 37 856 682 095 (Nkendah et al., 2011).

1.2. Les zones frontalières avec le Nigéria particulièrement marginalisées ?

Si la marginalisation des zones frontalières au Cameroun est générale, les localités frontalières avec le Nigéria, surtout dans la partie septentrionale le sont davantage. Dans cette partie, les zones frontalières non seulement ne bénéficient pas d'une attention des pouvoirs politiques comme ailleurs, mais aussi et surtout subissent les calamités naturelles qui impactent sur les activités économiques et exacerbent leur vulnérabilité.

L'économie de la région du nord Cameroun est beaucoup dépendante du Nigéria notamment en ce qui concerne les importations. La balance commerciale entre les deux pays est déficitaire selon les données officielles (INS, 2014). Cette balance peut sans doute basculer d'avantage du côté nigérian s'il faut considérer le trafic transfrontalier informel dans lesquels on observe plus des importations du Cameroun à partir de son voisin (OSCISCA, 1995). L'inondation des marchés nord-camerounais par des produits nigériens ou importés à partir de ce pays illustre à suffisance l'influence de l'économie nigérienne sur le Cameroun. Nonobstant l'importance économique que revêt ce géant économique d'Afrique de l'ouest pour de nombreuses régions du Cameroun, aucun effort du gouvernement camerounais n'accompagne les échanges transfrontaliers souvent informels qui pourtant pourraient participer au développement notamment des périphéries nationales. L'absence des routes praticables en toutes saisons, l'absence des marchés frontaliers conséquents et le faible taux de scolarisation des zones frontalières de la région sont quelques problèmes que rencontrent les zones frontalières avec le Nigéria dans la partie septentrionale et qui demandent une intervention urgente des pouvoirs publics.

Les zones frontalières avec le Nigéria souffrent d'un enclavement assez remarquable. Sans que cela leur soit une réalité exclusive, on peut tout de même noter une légère différence d'avec les zones situées aux frontières des Etats de la CEMAC. Même si dans l'ensemble des régions du Nord et de l'Extrême Nord, la société de développement du coton, SODECOTON, a fait l'effort de tracer des routes pour pouvoir avoir accès aux marchés de coton dans de nombreux villages reculés, ces routes ne sont pas praticables pendant la saison de pluies faute d'un entretien permanent (Alouki, 2015). Cela

maintient les zones frontalières de cette région coupées du reste du pays. Or il y a pas meilleur moyen de réaliser une intégration territoriale qu'à travers les voies de communication. L'aménagement des infrastructures de transport favorise la circulation des personnes et des biens, crée un réseau liant l'ensemble des activités économiques, culturelles et politiques dans un espace (Messe Mbega, 2015). C'est donc dans ce sens que l'on dit communément que le développement suit, là où la route passe. L'absence des infrastructures de transports fiables ne favorise donc pas le déplacement des personnes et des biens des périphéries nationales vers les centres urbains.

Un autre facteur de vulnérabilité des zones frontalières avec le Nigéria qui découle de leur enclavement est l'absence de véritables marchés frontaliers. Les populations sont presque dépendantes des marchés nigériens où elles vendent leurs produits et se ravitaillent en produits manufacturés divers. Cela contribue à l'entretien des réseaux du commerce informel. Au-delà de l'intégration transfrontalière qu'ils favorisent, les marchés frontaliers contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations frontalières à travers leur insertion dans des circuits de commerces transfrontaliers. Lieux de rencontre entre les produits venant de l'intérieur du pays et ceux venant des autres pays voisins, les marchés frontaliers sont rendus attrayants grâce à la présence des routes qui facilitent le déplacement des commerçants et de leurs biens. Malheureusement, le Cameroun n'a pas implanté des marchés frontaliers avec le Nigéria fiables comme c'est le cas à la frontière avec les autres pays de la CEMAC. Par conséquent, cette région frontalière avec le Nigéria reste pour les grands commerçants une zone de transit des biens. Les camions qui chargent sur les grands marchés intérieurs comme les marchés de Garoua, de Guider, de Boula-Ibbi, de Mayou-Oulo... ou qui transitent par le Cameroun (Camions en provenance du Tchad), livrent directement leurs produits sur les marchés nigériens. De même, lorsqu'en retour ces camions partis du Cameroun ou y ayant transité chargent des marchandises sur les marchés nigériens, ils les déchargent sur les grands marchés souvent loin de la frontière.

En plus de l'absence des routes praticable en toutes les saisons et des marchés frontaliers, le faible taux de scolarisation des zones frontalières avec le Nigéria dans la partie septentrionale est une autre réalité qui illustre la vulnérabilité de la région. Dans le domaine de

l'éducation, le nord Cameroun de manière générale connaît un grand retard considérable par rapport au sud. Ce retard remonte à la période coloniale où les colonisateurs allemands d'abord et français ensuite n'y ont pas beaucoup investi. En trente ans de présence au Cameroun par exemple, l'administration coloniale allemande a créé 634 écoles dont une seule dans le grand nord implantée à Garoua (Martin, 1971). Depuis lors, ni l'administration coloniale française qui a succédé aux Allemands, ni l'administration du Cameroun indépendant n'a pu combler l'écart creusé entre le Nord et le Sud en matière de l'éducation.

Pendant la période coloniale, l'instruction était laissée entre les mains des missionnaires, l'administration s'étant davantage activée à l'exploitation économique. Mais au Nord Cameroun, « les administrations coloniales, allemande puis française, cherchèrent à appuyer leur autorité sur les structures politiques musulmanes, censées contrôler les masses païennes. Pour ne pas choquer les convictions religieuses de ces précieux auxiliaires, la province fut donc pratiquement fermée aux missions chrétiennes jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Or ce sont celles-ci qui ont, ailleurs, diffusé massivement l'instruction (Podlewski, 1962 : 456) ».

Quand bien même l'école va plus tard être vulgarisée dans la région du nord, les zones frontalières, en raison de leur inaccessibilité, vont prendre un retard sur les autres parties de la région. L'administration du Cameroun indépendant a déployé des efforts remarquables pour créer des écoles primaires même dans les zones oubliées par les administrations coloniales. Sauf que pendant ce temps, le besoin en infrastructures allait au-delà de l'éducation de base. Il fallait créer des établissements d'enseignement secondaire sensés accueillir les élèves en fin du cycle primaire. Dans le Département du Mayo-Louti par exemple, avant la création en 2008 du CES bilingue de Doumo, la quasi-totalité des élèves qui arrive à la fin du cycle primaire dans cette zone frontalière abandonnait l'école, faute d'un établissement secondaire proche (Baima, 2015). La possibilité pour ces élèves de continuer leurs études secondaires était de se rendre dans les lycées dont les plus proches étaient le Lycée de Mayo-Oulo ou l'un des lycées dans la ville de Garoua. Or, les habitants de ces zones frontalières ont des idées profondément influencées par l'enseignement coranique et l'école occidentale avait très peu d'intérêt à leurs yeux. Laisser leurs enfants aller continuer l'école occidentale loin du cadre familial où ils

seront à l'abri du contrôle parental pourrait les détourner des valeurs religieuses. Les filles sont, dans ce contexte, particulièrement privées de cette éducation secondaire. Déjà, très peu d'entre elles ont accès à l'éducation primaire et, les envoyer poursuivre des études secondaires loin du cadre familial est à la limite sacrilège. Par conséquent, les élèves qui arrivaient à la fin du cycle primaire se lançaient dans les petits métiers notamment le commerce transfrontalier informel avec le Nigéria.

Les formes de marginalisation évoquées ci-dessus sont aggravées par la dégradation des conditions climatiques dans le sahel qui impacte profondément les activités économiques des populations et accentue leur vulnérabilité. En effet, la région sahélienne a connu entre les débuts des années 70 et la fin des années 90 une série de sécheresses qui a profondément impacté la production dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, par ailleurs principales activités économiques de la région. Se situant dans cette zone climatique sensible, les populations du nord du Cameroun payent un lourd tribut et se retrouvent en train de vivre dans une insécurité alimentaire permanente. Ce constat est relevé par la Banque Mondiale (BM) qui constate que les deux régions du nord, Nord et Extrême- Nord, « sont les plus exposées à la dégradation de l'environnement, à la sécheresse, aux inondations et aux invasions acridiennes, ce qui affecte considérablement les récoltes et aggrave l'insécurité alimentaire. [...] En conséquence, la partie nord a été et reste la principale zone d'insécurité alimentaire du Cameroun ayant un besoin constant de soutien du gouvernement et des partenaires internationaux (BM, 2018 : 10) ».

Les zones frontalières au nord Cameroun se retrouvent ainsi dans une situation de double vulnérabilité. La première est liée au peu d'intérêt que leur accorde le gouvernement et qui se manifeste par le manque d'investissement dans le domaine d'infrastructures routières, d'éducation et des marchés frontaliers. La seconde vulnérabilité découle du dérèglement climatique qui impacte considérablement les activités des populations. Dans cette situation quasi-infernale, quelles stratégies de survie les populations adoptent-elles ?

2. Les trafics transfrontaliers informels, un mal nécessaire dans un contexte de lutte pour la survie.

Les régions marginalisées sont dans un état d'isolement relationnel du centre intégré. Cet isolement voulu ou non génère des pratiques spatiales spécifiques qui contribuent à les écarter des processus d'intégration (Bailly, 1986). C'est pourquoi indépendamment de l'importance que leur accorde le gouvernement, les zones frontalières ont développé des stratégies de survie. Ces stratégies peuvent aller du mieux des cas qu'est le développement du commerce transfrontalier informel au pire des cas qu'est l'enrôlement dans des bandes criminelles transfrontalières. Que ce soit dans l'un ou dans l'autre des deux cas, les trafics transfrontaliers informels ont des impacts négatifs sur l'intégration politique et économique et sur la sécurité du pays. En effet, l'enclavement et/ou l'éloignement des périphéries nationales camerounaises y a, de manière générale, créé une sorte de faiblesse de l'autorité étatique. L'éloignement des institutions et l'absence des services de l'Etat ont fait des zones frontalières des terres d'insoumission, une insoumission qui se reflète notamment à travers le commerce transfrontalier informel et diverses formes d'insécurité transfrontalière.

2.1. Le commerce transfrontalier informel, un moyen d'insertion économique dans un contexte de vulnérabilité

Coupées des centres d'affaires nationaux faute de liaison routière et accablées par les caprices climatiques qui réduisent considérablement leurs revenus, les zones frontalières camerounaises, poussées par l'instinct de survie, explorent les opportunités que leur offre leur proximité avec le Nigéria. C'est dans ce contexte que les échanges commerciaux transfrontaliers informels prospèrent à la frontière Cameroun-Nigéria avec quelque fois le silence complice de l'Etat ou à cause de son incapacité à contrôler une longue frontière à peine démarquée (Fodoup, 1988).

L'informel se présente ici comme une alternative pour donner du travail à des populations en chômage et favoriser leur insertion dans le circuit économique. C'est cette analyse que fait le Bureau International du Travail, BIT, pour qui l'informel est pour les pauvres une forme et un moyen d'insertion dans la vie économique. L'informel

constitue dans ce sens une stratégie « de survie, un mode de subsistance des couches pauvres, déshéritées, déracinées, en mot marginales (Charmes, 1998 : 857) ». C'est donc en exploitant les opportunités que leur offre la traversée de la frontière que les populations des zones frontalières parviennent à s'intégrer dans l'économie, à réduire leur degré de vulnérabilité. Selon les opportunités exploitées, un habitant de la zone frontalière peut être plus intégré à l'économie du pays voisin qu'à celle de son propre pays et vice-versa.

Jouant ainsi sur les différences au niveau des prix des deux côtés de la frontières, certaines populations frontalières se sont intégrées dans le commerce frontalier qui leur permet bien souvent non seulement de subvenir aux besoins élémentaires mais, pour certains, de faire "fortune" en s'imposant comme intermédiaires entre leurs compatriotes venus de l'intérieur et les commerçants nigériens. La zone frontalière avec le Nigéria vit ainsi davantage de ce qui est nigérien que de ce qui est camerounais et aux yeux de la population, Yaoundé est bien plus loin en distance et des cœurs que Lagos ou Mubi. Certains n'ont rien en commun avec leurs compatriotes des centres urbains camerounais que le territoire national en partage. Leurs paniers sont plus remplis des produits nigériens que camerounais, la monnaie préférée est le naira et une crise économique au Nigéria leur sera plus préjudiciable qu'une crise économique au Cameroun.

Lors de l'une de nos recherches de terrain dans la zone de Doumo, localité camerounaise du département du Mayo-Louti et frontalière avec le Nigéria, nous avons noté la non maîtrise par les commerçants de la localité de la monnaie nationale, le Franc CFA, au profit du naira qui est plus prisé et plus utilisé. Des commerçants ont en effet été incapables de donner les prix en Franc CFA de certains de leurs articles. C'est la preuve que les localités frontalières avec le Nigéria sont plus intégrées à l'économie nigérienne qu'à celle du Cameroun. Cette intégration est certes salutaire pour les populations mais reste préjudiciable à l'Etat.

Bach (1995) met en garde les Etats contre les réseaux de commerce formés à la frontière. Pour lui l'autonomie et le non contrôle dont bénéficient les zones frontalières constituent un danger pour les territoires nationaux. Les échanges transfrontaliers informels ont un pouvoir déstructurant et des effets pernicieux. Ils sont porteurs de nombreuses formes d'insécurité. Leur ampleur sans cesse grandissant

va à la longue conduire à la naissance des courants de désintégration et menacer le support spatial des Etats. Ainsi, le commerce transfrontalier informel représente un manque à gagner pour l'Etat du Cameroun dû à la baisse des recettes fiscalo-douanière, la concurrence des produits nigériens sur le marché national, l'introduction frauduleuse des produits contrefaits ou interdits d'importation. Dans le pire des cas, la vulnérabilité des zones frontalières peut les pousser à perpétrer des formes d'insécurité transfrontalière telle qu'elles sont de plus en plus observées aux confins du Cameroun.

2.2. L'enrôlement dans diverses formes d'insécurité transfrontalière, une autre conséquence de la vulnérabilité des zones frontalières.

Les diverses formes d'insécurité aux frontières du Cameroun sont en grande partie tributaires de la mauvaise gestion par les pouvoirs publics des zones frontalières. Cette mauvaise gestion des frontières se manifeste aussi, mais pas seulement, par le manque d'intérêt surtout économique qu'elles suscitent, ce qui exacerbe leur vulnérabilité. De nombreuses études s'accordent sur le fait que les différentes formes d'insécurité transfrontalières que connaît le Cameroun peuvent en grande partie s'expliquer par la vulnérabilité des populations et particulièrement celles qui vivent dans les zones frontalières.

Les études menées sur les formes d'insécurité transfrontalières au nord Cameroun ont d'une manière ou d'une autre tenté de présenter la vulnérabilité de la population comme facteur de déclenchement ou d'aggravation. Que ce soit le phénomène de prises d'otages (Saibou Issa, 2006), les exactions du groupe boko haram (Ntuda et al., 2017) ou des divers trafics transfrontaliers, les populations frontalières y jouent un grand rôle. Acteurs ou complices, certains ont une part de responsabilité dans ces formes d'insécurité donc les principales victimes sont aussi leurs propres frères.

Parlant du phénomène des prises d'otage, Saibou Issa (2006) observe par exemple que les Mbororo, l'un des groupes indexés dans cette forme de criminalité, y ont été enrôlés à cause de leur vulnérabilité. En effet, le dérèglement climatique et les conséquences qui en découlent ont profondément modifié le mode de vie de ce groupe d'éleveurs nomades. Forcés de s'adapter à d'autres activités autres que l'élevage, les Mbororo se sont constitués en bande de

preneurs d'otages pour pouvoir survivre dans le nouveau contexte qu'ils ne parviennent pas à intégrer honnêtement. Dans ces prises d'otages, d'autres populations frontalières peuvent aussi être indexés. Le rôle joué par ces populations peut varier allant de fournisseurs d'information, livreurs de la nourriture, receleurs des criminels... L'implication, quel que soit le niveau, de la population ne peut s'expliquer que par la pauvreté, même si ceux qui y sont impliqués ne sont pas forcément les plus démunis des localités concernées.

Pour ce qui de l'insécurité posée par la nébuleuse secte boko Haram, la pauvreté des populations est aussi présentée comme facteur de déclenchement, d'aggravation et de perdurance. Ce n'est donc pas un hasard si cette secte s'est implantée dans une région particulièrement pauvre aussi bien du côté du Nigéria que du Côté du Cameroun. Comme le relève la Commission Economique pour l'Afrique, CEA, « de la même manière qu'il a su le faire au sein des groupes défavorisés tels que les jeunes du nord-est du Nigéria, le groupe extrémiste Boko Haram a réussi à recruter ses membres et ses soutenus au sein de la population locale en exploitant les vulnérabilités et la marginalisation persistante de l'Extrême-Nord (CEA, 2018 : 1) ». Contrairement au commerce transfrontalier informel qui peut s'expliquer par la pauvreté matérielle, l'enrôlement des jeunes dans boko haram doit aussi prendre en considération la pauvreté mentale c'est-à-dire le faible niveau d'instruction des populations frontalières évoqué plus haut. La pauvreté mentale tient sa place du fait que les jeunes qui sont recrutés et enrôlés dans le terrorisme sont en général ceux qui n'ont pas fait l'école, qui sont naïfs et qui, le plus souvent n'ont pas une connaissance de la mission criminelle qui leur est confiée.

Conclusion : développer les zones frontalières, condition sine qua non de leur intégration

Longtemps abandonnées à elles-mêmes, les zones frontalières au Cameroun donnent aujourd'hui du fil à retordre au gouvernement au moment où celui-ci a le plus besoin d'elles pour réaliser le projet de l'intégration nationale. Mises à l'écart de tout investissement et en l'absence d'un contrôle étatique permanent et sérieux, les zones frontalières se sont organisées en des bandes commerciales et criminelles transfrontalières qui menacent la stabilité économique et

politique du pays. Partant de la contrebande des produits divers à l'extrémisme religieux en passant par des crimes de subsistance (Saïbou Issa, 2014), les différents réseaux transfrontaliers ont fait des zones transfrontalières des « zones de non droit ». La porosité des frontières, la persistance des solidarités transfrontalières, la fragilité, voire la friabilité des frontières le tout dans un contexte marqué par une faible présence des Etats au niveau de leurs périphéries nationales créent des conditions favorables à l'expansion des formes d'insécurité transfrontalières qui occultent les nobles intentions qui sous-tendent les échanges transfrontaliers qui sont pour beaucoup un moyen honnête de subsistance.

La frontière Cameroun-Nigéria dans la région du nord Cameroun nous a permis de manière particulière de relever ce qu'il convient d'appeler « la revanche de la périphérie sur le pouvoir central ». L'actualité aux frontières du Cameroun permet de se rendre compte aujourd'hui que le pouvoir central et les centres urbains ne peuvent continuer à se prélasser dans une « pseudo vie paisible » alors que les zones périphériques croupissent dans une misère matérielle et intellectuelle. Il est donc grand temps pour le gouvernement de reconnaître sa mauvaise gestion des périphéries nationales dont sont issues les diverses formes d'insécurité transfrontalières aujourd'hui. L'Etat doit, à côté des mesures répressives employées pour réinstaurer la paix et la sécurité à ses frontières, penser des solutions durables qui résident dans le désenclavement, des investissements sociaux et économiques dans les zones frontalières. C'est la seule alternative pour conquérir les cœurs des compatriotes qui, pour l'instant, semblent plus penchés vers le Nigéria que vers leur propre pays.

Bibliographie

Abdouraman Halirou (2008), « Le conflit frontalier Cameroun-Nigeria dans le lac Tchad : les enjeux de l'île de Darak, disputée et partagée. », *cultures & conflits*, N°72, p. 57-76.

Alouki Timothée (2015), « Le transport routier dans le Mayo-Louti (Nord-Cameroun) de 1960 à 2014 », mémoire de Master en Histoire, Université de Ngaoundéré.

- Bach Daniel** (1995), « Les dynamiques paradoxales de l'intégration en Afrique subsaharienne : le mythe du hors-jeu », *Revue française de science sociale*, n°6, p. 1023-1038.
- Bailly Antoine** (1986), « L'émergence du concept de marginalité : sa pertinence géographique » In Vant André (dir.), *Marginalité sociale, marginalité spatiale*, Paris, CNRS, p. 48-53.
- Baima Barthélémy** (2015), « Les mutations culturelles chez les Guidar du Cameroun : le cas de la danse guma (1984-2009) », mémoire de Master en Histoire, Université de Ngaoundéré.
- CEA** (2018), *La crise Boko Haram et ses répercussions sur le développement dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun*, auteur, Addis-Abeba.
- Charmes Jacques** (1988), *Débat actuel sur le secteur informel*, Paris, ORSTOM.
- Fodoup Kengne** (1988), « contrebande entre le Cameroun et le Nigéria » *cahier d'outre-mer*, N°161, p. 5-25.
- INS** (2014), « Rapport sur l'Enquête sur les échanges transfrontaliers informels des marchandises au Cameroun ».
- Lautier Bruno et al.** (1991) *L'Etat et l'informel*, Paris, L'Harmattan.
- Magrin Géraud et al.** (éds.), (2018), *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, AFD.
- Manque Mondiale** (2018), *Briser les obstacles au commerce agricole régional en Afrique centrale*, Washington, Manque Mondiale.
- Martin Jean-Yves** (1971), *L'école et les sociétés traditionnelles au Cameroun septentrional*, Paris, ORSTOM.
- Nkendah Robert et al.** (2011), « Cameroun. Le commerce transfrontalier informel des produits agricoles et horticoles », *Économie rurale*, n° 324, PP. 34-49.
- Ntuda Ebode Joseph Vincent et al.** (2017), « Le conflit Boko Haram au Cameroun : pourquoi la paix traîne-t-elle ? », *FES Peace and security series*, N° 21.
- OCISCA** (1995), « Les échanges transfrontaliers entre le Cameroun et le Nigéria », Rapport final de l'Observatoire OCISCA, Février 1995.
- PNDP** (2017), « rapport sur l'évaluation de l'état d'intégration sous régionale en Afrique centrale », mars 2017.
- Podlewski André** (1990), *La dynamiques des principales populations du Nord Cameroun (entre Bénoué et Lac-Tchad)*, Paris, ORSTOM.
- Saibou Issa** (2006), « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad une : nouvelle modalité du banditisme

transfrontalier », *Polis/R.C.S.P. /C.P.S.R.* Vol. 13, Numéros 1 -2, p. 119-146.

Saïbou Issa (2010), *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme de grand chemin dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, Karthala.

Saïbou Issa (2014), « Frontière et zones frontalières en Afrique : histoire, enjeux de sécurité et questionnements stratégiques », *Les problématiques sécuritaires des frontières en Afrique*, Actes du Colloque de l'ESIG, p. 31-40.